

Terres fertiles contre projet stérile : la lutte contre EuropaCity

Alice Le Roy

Au nord de Paris, entre Saint-Denis et l'aéroport de Roissy, un grand projet d'aménagement commercial et de loisirs baptisé EuropaCity soulève une opposition forte. Alice Le Roy, membre d'un collectif qui porte un projet alternatif pour la plaine de France, revient sur la genèse du projet d'urbanisation des terres agricoles de Gonesse. Elle montre comment l'affaire questionne une action publique sommée, à l'ère du dérèglement climatique, de choisir entre développement de la « métropole aéroportuaire » et engagement dans la transition écologique.

Sur le Triangle de Gonesse, à 15 kilomètres au nord de Paris, le groupe de grande distribution français Auchan a reçu le soutien de l'État pour construire EuropaCity, un vaste complexe commercial et de loisirs qui prévoit 500 boutiques, 2 700 chambres d'hôtel, des salles de spectacle, un parc aquatique climatisé et une piste de ski artificielle. Le gigantisme du programme – 31 millions de visiteurs par an sont attendus – et son contenu, jugé aberrant sur le plan environnemental, ont fait naître une vive contestation et suscité un projet alternatif : plutôt que d'urbaniser les champs de la plaine de France¹, le groupement CARMA² propose d'en faire un maillon de la ceinture verte autour de Paris et un lieu exemplaire de la transition écologique.

En ce même lieu, ce sont ainsi deux visions de la métropole qui s'affrontent : l'une table sur le développement d'un marché mondialisé du commerce et des loisirs, stimulé par les déplacements aériens, notamment des touristes chinois, l'autre s'appuie sur les ressources du territoire, afin de le préparer à un avenir moins dépendant des énergies fossiles.

Le Triangle de Gonesse, « réserve foncière » du Grand Paris

La plaine de France, qui s'étend de Saint-Denis jusqu'au département de l'Oise, est la porte d'entrée de Paris pour les millions de visiteurs qui empruntent chaque année l'autoroute A1 depuis le nord de l'Europe ou l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle. Au cœur de ce territoire périurbain se trouve le Triangle de Gonesse, soit presque 700 hectares de terres agricoles encore vierges de toute construction en raison de leur situation au cœur d'une zone exposée au bruit et au risque d'accident³. C'est au milieu de ces champs d'une exceptionnelle qualité agronomique⁴, mais encore considérés par certains comme une simple réserve foncière⁵, que le groupe Auchan veut construire

¹ En plus d'EuropaCity est prévue la construction d'un quartier d'affaires d'un tiers de la superficie de la Défense.

² CARMA signifie Coopération pour une ambition agricole, rurale et métropolitaine d'avenir, <http://carmapaysdefrance.com>.

³ Le vol 4590 du Concorde s'est écrasé sur un hôtel de Gonesse le 25 juillet 2000, tuant les 113 passagers et membres d'équipage et quatre personnes au sol.

⁴ Selon le pédologue Michel Isambert, interrogé par Val-d'Oise Environnement, « Les sols couvrant la zone du Triangle de Gonesse se sont développés pour l'essentiel dans des dépôts limoneux éoliens épais de plusieurs mètres. Ils sont faciles à travailler, à forte réserve en eau accessible aux racines des cultures annuelles et assurent des récoltes abondantes » – d'environ 90 quintaux à l'hectare.

⁵ Lors d'une visite sur place le 14 novembre 2016 dans la perspective de l'exposition universelle de 2025, le maire de Neuilly-sur-Seine, Jean-Christophe Fromantin, a décrit le Triangle de Gonesse comme une « page blanche ».

un mégacentre commercial et de loisirs, prévu pour occuper 80 hectares dans une zone d'activités de 280 hectares.

Figure 1. Les 700 hectares du Triangle de Gonesse



Source : site CARMA.

Soutenu avec constance par les gouvernements français successifs, le projet EuropaCity se présente comme une infrastructure phare de l'agglomération parisienne⁶. Ni hypermarché, ni simple parc d'attractions, le complexe imaginé par la branche immobilière du groupe Auchan Ceetrus (ex-Immochan) développe le concept de « marketing expérientiel » : face à la montée en puissance du commerce en ligne, il s'agit de mettre en scène les lieux de vente afin d'offrir aux clients une expérience de consommation « immersive⁷ ». Comme à Dubaï, une piste de neige artificielle sous hangar doit permettre le ski en toute saison ; comme au *Mall of America* de Minneapolis, les visiteurs pourront passer sans transition du shopping au parc d'attractions, de la salle de spectacles au restaurant, puis à la chambre d'hôtel. Le complexe, dont le coût est estimé à 3,1 milliards d'euros, serait le plus gros investissement privé en France depuis que Disneyland s'est installé à Marne-la-Vallée au début des années 1990.

EuropaCity, un nouveau modèle de centre commercial, toujours plus grand

La première mention officielle du projet EuropaCity date de 2010 : Nicolas Sarkozy, alors président de la République, évoque le « prototype d'un nouvel urbanisme commercial à visage humain » : « Je serais heureux qu'il voie le jour dans un quartier sous-équipé du nord-est parisien, entre Paris et Roissy », confie-t-il⁸. Lors du quinquennat suivant, Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et titulaire du portefeuille du tourisme et du développement international, y voit un projet « majeur », qui « structurera » le territoire⁹. Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, dit lui aussi son enthousiasme pour ce nouveau « hub » du Grand Paris. En mars 2016, en déplacement au MIPIM, le marché international de l'immobilier à Cannes, il exulte : « Je n'ai pas

⁶ « EuropaCity, la destination loisirs du Grand Paris », publi-dossier écrit et diffusé par *Le Moniteur*, 12 février 2018.

⁷ En anglais, il est question de « *retailtainment* », qui combine « *retail* », vente au détail, et « *entertainment* », divertissement.

⁸ Entretien, *Architecture d'aujourd'hui*, n° 376, février-mars 2010.

⁹ Entretien, *Le Journal du dimanche*, 20 décembre 2014.

cessé depuis que je suis ministre de voir défiler dans mon bureau des Chinois, des fortunes du Golfe, des Américains, disant “Formidable, je vais investir dans le Grand Paris” [...]. Ils ont maintenant 14 projets!¹⁰ » À l’Élysée, c’est le président Hollande qui reçoit les promoteurs d’EuropaCity, pour saluer l’entrée au capital du conglomérat chinois Wanda, spécialisé dans l’immobilier, le divertissement et les parcs de loisirs.

Le fait que des membres du gouvernement et le chef de l’État en personne fassent ainsi la promotion d’une initiative privée, quand le débat public n’a pas encore commencé, ne manque pas de susciter localement de nombreuses protestations. La décision de construire une gare destinée à desservir le complexe commercial est particulièrement critiquée : huit maires de Seine-Saint-Denis s’opposent à cet emplacement éloigné des habitations, alors que tant d’autres demandes de transports en commun demeurent insatisfaites¹¹. Le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) est créé, et regroupe à partir de 2011 les associations locales qui s’opposent à EuropaCity. Le collectif dénonce un projet d’artificialisation des sols qui est aux antipodes des engagements pris par la France lors de la COP 21. Le choix de Gonesse, à quelques kilomètres seulement de l’endroit où a été signé l’Accord de Paris contre le dérèglement climatique, est aussi perçu comme une provocation. Enfin, bon nombre d’acteurs économiques estiment que 250 000 mètres carrés de surface commerciale supplémentaire auront un effet dévastateur sur l’emploi dans le secteur : avec Aéroville, O’Parinor, Paris Nord 2, Beausevrin, Rosny 2, et plus près de Paris, Le Millénaire, le nord-est de Paris compte pléthore de centres commerciaux, dont plusieurs sont déjà en difficulté¹².

Le projet démiurgique de BIG

Les promoteurs d’EuropaCity se défendent de vouloir construire un complexe commercial de plus. Ils mettent en avant l’audace du projet architectural, confié au fondateur de l’agence BIG, le Danois Bjarke Ingels, « starchitecte » devenu célèbre en construisant à Copenhague une usine de traitement de déchets surmontée, déjà, d’une piste de ski artificielle. La famille Mulliez, propriétaire d’Auchan, cherche ainsi à se prémunir de l’accusation de contribuer à « la France moche¹³ », cet urbanisme de zones commerciales et de parkings qui prolifère à la périphérie des villes. Comme les autres géants de la grande distribution, le groupe Auchan est particulièrement vulnérable à ce reproche : en plus de ses 144 hypermarchés alimentaires, il détient les enseignes Decathlon, Leroy-Merlin, Kiabi, Boulanger, Norauto et Saint-Maclou, dont les magasins en forme de boîtes à chaussures ne font pas l’unanimité.

Lors de la présentation de son *master plan* en 2014, Bjarke Ingels adopte la position de l’architecte-démiurge. À Gonesse, il veut créer « un paysage de vallées et de crêtes¹⁴ » formant un « écosystème entièrement façonné par l’homme¹⁵ ». Le programme cherche à coller à l’air du temps : les commerces « collaboratifs » y côtoient les espaces de *coworking*, approvisionnés par une « ferme urbaine » créée de toutes pièces¹⁶. Les promoteurs d’EuropaCity garantissent l’exemplarité environnementale, affirmant que « 100 % des besoins en énergie » seront produits sur place.

Pour des raisons d’image, la piste de ski artificielle, à l’évidence très énergivore, est un temps abandonnée. Mais elle réapparaît par la suite dans les supports de communication, les promoteurs d’EuropaCity insistant désormais sur sa vocation sociale, qui mettra selon eux les « sports de

¹⁰ Vidéo, « Emmanuel Macron présente les hubs du Grand Paris », *Business Immo (Youtube)*, 15 mars 2016.

¹¹ Les huit élus de l’intercommunalité « Paris, Terres d’envol » demandent des investissements pour Le Bourget, Aulnay, Villepinte, Blanc-Mesnil, Sevrin-Livry et Sevrin-Beaudottes dans un communiqué de presse du 16 mars 2016.

¹² « Les nouveaux centres commerciaux à la peine », *Le Figaro*, 9 août 2014.

¹³ « Comment la France est devenue moche », *Télérama*, 12 février 2010.

¹⁴ « BIG voit grand pour EuropaCity », *Le Monde*, 12 avril 2013.

¹⁵ « EuropaCity by BIG », interview de Bjarke Ingels, *YouTube*, 25 septembre 2014.

¹⁶ Film promotionnel de présentation d’EuropaCity, *YouTube*, 9 janvier 2015.

glisse » à la portée des jeunes des banlieues défavorisées. Lors du débat public qui se déroule de mars à juillet 2016 sous l'égide de la Commission nationale du débat public (CNDP), le projet architectural fait l'objet de nombreuses critiques. Souvent décrit comme une « soucoupe volante », le bâtiment dessiné par BIG se présente comme une immense ellipse repliée sur elle-même, tournant le dos aux communes riveraines¹⁷. Du côté d'Auchan, on finit par reconnaître que le complexe imaginé par Bjarke Ingels, « certes iconique », est « monolithique et introverti ». L'architecte est prié de revoir sa copie.

EuropaCity, « version 2.0 »

Divulguée en septembre 2017, la version revue et corrigée d'EuropaCity se présente plus sagement comme un « quartier de ville » doté d'« un espace central de la taille du jardin des Tuileries¹⁸ ». Huit bâtiments remplacent l'anneau initial, formant, selon les termes d'Auchan, des paysages « ondulatoires » et « un écosystème urbain exemplaire de la transition écologique¹⁹ ». Les aspects les plus contestables du projet, comme la piste de ski artificielle, ou les moins convaincants, comme la ferme urbaine de 7 hectares, censée approvisionner les restaurants d'EuropaCity, ne sont plus mis en avant. Le nouveau projet se veut aussi ancré dans son territoire : ainsi les concepteurs d'un hôtel cinq étoiles proposent de planter pivoines, roses et camélias autour du bâtiment, en guise de clin d'œil à l'activité horticole passée de la plaine de France.

Des revers en cascade

À l'évidence, le *relifing* du projet architectural ne suffit pas : le 6 mars 2018, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, saisi par les opposants à EuropaCity, annule l'arrêté préfectoral autorisant la création de la ZAC (Zone d'aménagement concerté) du Triangle de Gonesse. L'étude d'impact est jugée incomplète, notamment concernant l'effet du projet sur la qualité de l'air des Franciliens et sur la manière dont les besoins énergétiques du complexe seraient couverts.

Le report à 2027 de la ligne 17 nord du métro du Grand Paris Express représente une autre déconvenue de taille pour les dirigeants d'Auchan, qui tablaient sur l'inauguration de la desserte en même temps que les Jeux olympiques de 2024. Mais alors que certains médias commencent à évoquer l'abandon pur et simple d'EuropaCity²⁰, le gouvernement, qui continue à soutenir le projet, cherche à rassurer ses promoteurs : l'intégralité du tracé et des gares de la ligne 17 est maintenue. Et plutôt que d'exiger une nouvelle étude d'impact de la ZAC, le gouvernement et Grand Paris Aménagement décident de faire appel de la décision d'annulation du tribunal administratif, appel qui aboutira le 11 juillet 2019²¹. Les pouvoirs publics renouvellent ainsi leur soutien à EuropaCity, encore décrit comme « pourvoyeur d'emplois, de manière très substantielle sur le territoire²² ».

Pour les opposants au projet, ces promesses d'emplois²³ ne résistent pas à un examen minutieux des faits. Le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) s'appuie sur les travaux de la socio-économiste Jacqueline Lorthiois, qui note que le solde net d'emplois prévu en phase d'exploitation – entre 7 400 et 8 100, un chiffre nettement plus bas que les 11 800 emplois annoncés initialement –

¹⁷ *Ibid.* : pour la journaliste Sibylle Vincendon, « L'effet soucoupe volante menace sérieusement ».

¹⁸ « EuropaCity 2.0 parie sur l'urbain », *Le Monde*, 13 octobre 2017.

¹⁹ « EuropaCity allume un feu d'artifice urbain », *Le Monde*, 6 avril 2018.

²⁰ « Fin de partie pour EuropaCity », *Reporterre*, 7 mars 2018.

²¹ Voir <http://versailles.cour-administrative-appel.fr/A-savoir/Communiqués/Arret-n-18VE01634-18VE01635-18VE02955-du-11-juillet-2019-EuropaCity-Triangle-de-Gonesse>.

²² Entretien avec Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre chargé de la Cohésion des territoires, *Mediapart*, 23 mai 2018.

²³ Ces promesses sont relayées par le maire (PS) de Gonesse, l'exécutif (LR) du conseil départemental du Val-d'Oise et l'établissement public Grand Paris Aménagement.

ne profitera que faiblement aux résidents du territoire. Les métiers prévus sur le site sont en effet déjà « en tension » et ne correspondent pas à la qualification des habitants du Grand Roissy. La proportion de personnes sans diplôme (31,7 % de la population) y est deux fois plus élevée que la moyenne francilienne (16,7 %) et les écarts de revenus se creusent vis-à-vis du reste de la région. Cette situation fait dire aux opposants à EuropaCity que l'État choisit de construire dans la plaine de France les infrastructures dont les classes moyennes et aisées du sud et de l'ouest de l'agglomération ne voudraient pas, alors que les nuisances liées à la présence des aéroports et des axes automobiles pèsent déjà lourdement sur les riverains.

Structuration progressive de la mobilisation et changement d'échelle

Pendant plusieurs années, le mouvement d'opposition à EuropaCity, animé par le CPTG, a mené essentiellement des actions localement et sans bénéficier de véritable relais médiatique. Mais la donne a changé avec l'organisation de réunions dans le cadre de la Commission nationale du débat public, puis avec la création en 2016 de la « Convergence », coalition de structures opposées au projet d'urbanisation de la plaine de France. S'y côtoient des acteurs aussi divers que la Fédération nationale des commerçants indépendants, le réseau Biocoop, les AMAP Île-de-France, le Réseau des villes en transition, les syndicats CGT et Sud Solidaires, l'association ATTAC, France Nature Environnement, et, depuis 2018, l'association « Nous Gonesiens », constituée de jeunes habitants de la commune.

Doté de moyens limités, animé par des bénévoles, le CPTG organise les recours en justice, participe aux nombreuses démarches de concertation liées aux projets d'aménagement du territoire et gère un site internet²⁴. De la modification du PLU de Gonesse à l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de la ZAC, en passant par la concertation dans le cadre du SCOT de Roissy²⁵, les membres du CPTG tentent de faire entendre leur voix, malgré le « saucissonnage » des procédures d'information et de concertation, qui empêchent d'avoir une vision d'ensemble de l'aménagement du Triangle de Gonesse.

Depuis mai 2017, la lutte contre l'urbanisation du Triangle de Gonesse rencontre un écho grandissant avec la multiplication d'actions d'interpellation et grâce à la création d'un réseau de comités « Terres de Gonesse », organisés sur le modèle des comités Larzac et Notre-Dame-des-Landes. Cette structuration à travers l'Île-de-France permet de rallier de nouveaux soutiens et de développer un répertoire d'actions tournées vers le grand public. Le dimanche 21 mai 2017, lors d'un rassemblement organisé par le CPTG sur un champ du Triangle de Gonesse, des centaines de familles franciliennes ont répondu à l'invitation de cultiver une parcelle, maintenue en culture depuis. L'automne suivant, la distribution, place de la République à Paris, d'une soupe confectionnée à partir des légumes récoltés à Gonesse, a illustré la possibilité de réintroduire du maraîchage sur les terres agricoles à proximité des villes.

Politiques de développement urbain et engagements climatiques : l'introuvable cohérence

La mobilisation dépasse les enjeux strictement locaux de la plaine de France, et même de l'Île-de-France et de ses équilibres d'ensemble, entre urbanisation et préservation des terres agricoles. Elle pointe le problème plus général de l'incohérence dans les politiques menées, entre, d'un côté, les engagements pris par la France dans la lutte contre le dérèglement climatique et, de l'autre, les décisions d'aménagement du Grand Paris.

La possibilité d'urbaniser le sud du Triangle de Gonesse, inscrite au Schéma directeur régional d'Île-de-France (SDRIF) de 2013, est rendue caduque par l'état d'urgence climatique constatée par

²⁴ www.nonaeuropacity.com.

²⁵ Lequel exclut les communes de Seine-Saint-Denis et les 348 000 habitants de l'intercommunalité Terres d'envol, pourtant située au cœur du pôle de Roissy.

la communauté scientifique. Une tribune parue dans *Libération* le 23 mai 2018²⁶ souligne la contradiction entre les discours d'excellence environnementale du président Macron (« *Make the Planet Great Again* ») et la destruction de 280 hectares de terres aux qualités agronomiques exceptionnelles aux portes de Paris. Le texte est notamment signé par le climatologue et ancien vice-président du GIEC Jean Jouzel. Déjà artificialisées au nord par un golf et au sud par une zone de hangars (le « parc d'activités des Tulipes »), les terres du Triangle de Gonesse sont un patrimoine à protéger, non seulement pour leurs fonctions nourricières²⁷, mais aussi pour leurs importants services écosystémiques de captation du CO₂, d'absorption de l'eau et de rafraîchissement de l'air, pollué et caniculaire, de l'agglomération parisienne.

Le contre-projet CARMA : un maillon de la ceinture alimentaire de Paris

Une étape importante de la lutte a consisté dans l'élaboration concertée d'un projet alternatif. Conçu à l'occasion de l'appel à projets « Inventons la Métropole du Grand Paris », qui proposait 15 hectares situés dans le périmètre du Triangle de Gonesse, le projet CARMA offre de convertir les terres actuellement cultivées en agriculture conventionnelle destinée aux marchés internationaux, en zone de maraîchage, d'élevage et de céréaliculture bio dédiée à l'approvisionnement en produits frais et sains des territoires locaux, notamment les cantines scolaires²⁸ et les établissements de soin.

Le projet CARMA envisage le Triangle de Gonesse comme une opportunité unique de requalifier les lisières urbaines et agricoles du nord de Paris en y développant des formes ambitieuses d'agriculture périurbaine et d'activités économiques non délocalisables, qui bénéficieraient directement aux habitants du territoire. Est également proposée la création d'un centre de formation aux métiers de l'agroécologie, des énergies renouvelables, de l'écoconstruction, de la rénovation thermique et de la mobilité durable, permettant d'investir dans des filières d'avenir liées à la transition énergétique²⁹.

Certaines grandes villes européennes, anticipant la fin des énergies fossiles abondantes et bon marché, ont déjà fait le choix de sanctuariser de vastes superficies agricoles et de créer des ceintures alimentaires protectrices du climat et de la biodiversité. Ainsi le Parc agricole sud de Milan, créé en 1987, regroupe une soixantaine de communes autour d'un cahier des charges instituant des pratiques respectueuses de l'environnement. À Barcelone, le BLAP – Baix Llobregat Agri-Park – situé sur la commune de l'aéroport international, est issu d'une lutte des paysans qui a abouti à la fin des années 1990. Ses 2 700 hectares approvisionnent les marchés locaux en produits frais bénéficiant d'un label de qualité, « Fresc » en catalan.

En France, en dépit des discours sur la nécessité de lutter contre l'étalement urbain, l'artificialisation des sols se poursuit à un rythme soutenu³⁰. Si la prise de conscience de la crise climatique progresse chez les citoyens et certains élus locaux³¹, elle tarde à se traduire dans des

²⁶ « Avec EuropaCity, la France va-t-elle sortir des accords de Paris ? », *Libération*, 23 mai 2018.

²⁷ La commune de Gonesse, dont les terres limoneuses fournissent depuis des siècles des sols propices à la culture des céréales, est renommée pour son pain, dit « mollet de Gonesse » ou « pain de chapitre », ainsi nommé parce qu'il aurait été fabriqué par le boulanger du chapitre de la cathédrale Notre-Dame-de-Paris.

²⁸ Le 14 janvier 2016, les députés ont voté l'obligation pour les cantines scolaires de servir au moins 40 % de produits durables et de proximité d'ici à 2020. Or, l'agriculture francilienne ne produit que 10 % de la consommation régionale (la loi est en deuxième lecture au Sénat).

²⁹ Voir les travaux de l'économiste Philippe Quirion (CIRED) et le rapport « Un million d'emplois climat » publié en décembre 2016.

³⁰ 20 000 hectares d'espaces naturels sont artificialisés chaque année, selon un rapport publié le 23 juillet 2019 par France Stratégie, organisme sous la tutelle du Premier ministre.

³¹ En 2003, huit communes situées à proximité de l'aéroport d'Orly se sont associées pour protéger et mettre en valeur leurs espaces agricoles, créant le « Triangle vert des villes maraîchères du Hurepoix » ; à Mouans-Sartoux, dans les Alpes-Maritimes, une régie municipale agricole approvisionne la restauration scolaire en produits frais et de proximité à partir d'une exploitation de quatre hectares. À travers la France, de nombreuses communes mettent en place des Plans alimentaires territoriaux (PAT) prévus par l'article 39 de la loi d'avenir pour l'agriculture,

politiques d'ampleur. Au contraire, dans le Grand Roissy les pouvoirs publics persistent à orienter la quasi-totalité des investissements vers le développement de la « métropole aéroportuaire³² ». Ils tablent ainsi sur une augmentation continue du trafic aérien, pourtant reconnue comme destructrice du climat et de la biodiversité par l'artificialisation des sols et les émissions de CO2 qu'elle génère, et nuisible pour la qualité de vie des habitants³³.

À Gonesse, l'État français demeure sourd à la mobilisation citoyenne qui s'oppose à la reconduction de stratégies dépassées du développement des métropoles. Malgré l'annulation du Plan local d'urbanisme (PLU) de Gonesse le 12 mars 2019, malgré une contestation qui s'amplifie, le projet EuropaCity reste soutenu par les autorités. Comble de l'absurde : les travaux préparatoires au chantier de la gare « Triangle de Gonesse », prévue pour desservir un projet d'aménagement au point mort, ont d'ores et déjà commencé. Le 21 juin, une tranchée de plusieurs centaines de mètres a été creusée à travers champ, provoquant un mouvement de blocage des travaux. L'annonce pour le mois de novembre 2019 du chantier de la gare proprement dite fait craindre une escalade de la tension.

Une coalition des citoyennes et de citoyens continue de lutter pour défendre les terres agricoles, qui constituent un bien commun menacé. Elle est déterminée à faire entendre aux élus la nécessité de s'engager dans la transition vers un système plus économe en ressources, plus riche en activités d'utilité collective, et susceptible d'apporter une vie meilleure aux générations présentes et futures.

Alice Le Roy, membre du groupement CARMA, a été chargée de mission à la Mairie de Paris de 2001 à 2010, où elle a initié le programme Main verte des jardins partagés et le premier Plan biodiversité. Elle est chargée de cours d'écologie urbaine à l'IUT de Bobigny (université Paris-13) et à Sciences Po Paris.

Site internet : <http://carmapaysdefrance.com>.

Pour citer cet article :

Alice Le Roy, « Terres fertiles contre projet stérile : la lutte contre EuropaCity », *Métropolitiques*, 3 octobre 2019. URL : <https://www.metropolitiques.eu/Terres-fertiles-contre-projet-sterile-la-lutte-contre-EuropaCity.html>.

l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014.

³² Voir John D. Kasarda et Greg Lindsay, *Aerotropolis: the Way We'll Live Next*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2011.

³³ Selon Aéroports de Paris, un quatrième terminal (le « T4 ») à Roissy-Charles-de-Gaulle permettra de faire passer le trafic de passagers de 70 à 115 millions par an à l'horizon 2037 – soit une augmentation qui équivaut à la fréquentation actuelle de l'aéroport d'Orly (45 millions de passagers/an).